

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



30 avril 2018

La grève fonction publique du 22 mars a vu les collègues de la DGFIP se mobiliser à un niveau historique. Au lendemain de la grève, les syndicats nationaux Solidaires, CGT, FO et CFDT à la DGFIP ont appelé à réunir des Assemblées Générales du personnel pour décider des suites de l'action, alors que les cheminots posaient les premières pierres de leur puissant mouvement de grève.

La direction nationale CGT Finances Publiques, dans son adresse aux agents, appelle à la généralisation des Assemblées Générales unitaires sur tout le territoire, pour décider dès à présent de modalités d'actions inscrites dans la durée, visant à la reconduction de la grève dans tous des services et au blocage de la DGFIP. Depuis, l'intersyndicale de la DGFIP a engagé les agents à s'inscrire dans un calendrier de temps forts en complément des initiatives locales et à être massivement en grève dans toute la DGFIP le 3 Mai, et avec l'ensemble de la Fonction publique le 22 mai.

Chaque jour de nouvelles mobilisations se construisent dans les Assemblées Générales de personnel, avec des processus plus ou moins avancés, mais toujours avec l'idée de plus en plus présente de la reconduction de la grève et du blocage.

A LA DGFIP

38 – Isère

Le 9 avril, les agents de Grenoble Grésivaudan, réunis en assemblée générale, ont décidé à l'unanimité des présents d'appeler à la **grève dès le 23 avril**.

L'assemblée générale des agents sur le site de Grenoble, Rhin et Danube, réunit le 6 avril (une cinquantaine de collègues), avec les sections CGT et Solidaires de l'Isère, a voté le **déclenchement de la Grève à compter du 23 avril et la convocation d'assemblées générales sur tout le département ce jour-là pour décider de la poursuite de la Grève**.

Un tract unitaire Solidaires et CGT a relayé l'appel à la **grève du 23 avril** avec une plateforme revendicative précise pour la défense des missions de la DGFIP et des services et des emplois du département.

Le 23 avril, début de la grève reconductible en Isère, avant même la tenue de l'Assemblée Générale de grévistes et des agents du sites le directeur a lancé des menaces.

Il a demandé aux cadres de compter les agents en AG et de les déclarer grévistes. Que de fébrilité de sa part !

Des distributions de tracts aux usagers ont eu lieu sur plusieurs sites du département.

Une assemblée générale des personnels grévistes a eu lieu en présence de la presse locale.

Les décisions suivantes ont été prises :

- **Appel à la grève jeudi 26 avril**, jour du CT

avec rassemblement à Belgrade et envahissement ;

- confection de nouvelles banderoles "abandon du PAS" ;

- poursuite de la distribution au public ;

- rédaction d'un tract et distribution d'appel à l'amplification le 26 avril.

13 – Bouches-du-Rhône



Le 23 avril 2018, date de lancement officiel de la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu dans les Bouches-du-Rhône, **les agents des Finances publiques grévistes à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO ont bloqué le début de campagne et l'ensemble des services situés au siège de la Direction régionale des Finances publiques de PACA et des Bouches-du-Rhône à Marseille.**

Les assemblées générales tenues sur les différents sites ont validé cette mobilisation qui va toucher d'autres centres des Finances publiques du département dans les jours à venir. Face aux menaces sur les missions, les emplois et le risque de fermetures de nombreux services de proximité dans le cadre de « CAP 2022 », les

agents des Finances publiques vont se mobiliser durant tout le printemps.

Le 24 avril, le centre Estienne d'Orves d'Aix s'est mis à son tour en grève ! Les agents s'étaient engagés en assemblée générale à prendre leurs responsabilités dans le cadre du processus d'action engagé par l'intersyndicale dans les Bouches-du-Rhône. Ils ont tenu parole et participé ce mardi matin à la grève sur leur site. Une information a été adressée aux contribuables présents. L'intersyndicale a pris la parole et exposé les enjeux des luttes en cours, à la DgfiP, dans la Fonction publique et au plan interprofessionnel. La direction locale est venue constater sur place l'impossibilité d'ouvrir le centre.

Le 25 avril, les agents du Centre des Finances publiques de Sadi Carnot se sont mis en grève. Le site était fermé ! Après l'assemblée générale des agents sur le site de Sadi Carnot et le vote du principe des actions à mettre en œuvre pour nos revendications, plus de la moitié des agents inscrits sur les listes se sont déclarés grévistes. Malgré la période de vacances scolaires, la mobilisation est là ! C'est le principe du processus d'action qui est validé. Les syndicats ont pris la parole afin de rappeler les enjeux auxquels nous sommes confrontés concernant l'avenir de nos missions, de nos emplois, de nos statuts.

Le 27 avril, c'était au tour des agents du site St Barnabé à Marseille de se mettre en grève, provoquant la fermeture du site au public. Prises de parole syndicale, information aux usagers, mais aussi renseignements donnés dans la rue aux contribuables, moment de lutte mais aussi de discussions et de débats, de convivialité avec repas pris en commun. C'est durant cette journée que les organisations syndicales ont appris que le conseil municipal des Pennes-Mirabeau a voté une motion à l'unanimité pour refuser la fermeture de la Trésorerie des Pennes, funeste projet de la direction locale pour janvier 2019.

L'action de grève tournante avec piquets est relayée par La Provence, La Marseillaise et France Bleu.

91 – Essonne

Suites aux assemblées générales du département, la proposition de **grève tournante par RAN, "RAN mortes"**, a été retenue par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires :

- RAN Etampes et Arpajon, lundi 23 avril ;
- RAN Juvisy et Yerres, vendredi 27 avril ;
- RAN Evry et Corbeil, mercredi 2 mai ;
- RAN Massy et Palaiseau, vendredi 5 mai.

Les agents ont été appelés à venir massivement à l'entrée des SIP à partir de 8h30 pour distribuer des tracts d'informations et d'alerte aux usagers, devant des banderoles confectionnées pour l'occasion par l'intersyndicale.

Les usagers d'Etampes et Arpajon rencontrés dès lundi ont accueilli la démarche très favorablement, et ont TOUS encouragés les agents grévistes !

Dans leur communiqué intersyndical publié au début du mouvement, les revendications au centre de la mobilisation ont été rappelées :

- Retrait des dispositions de la DG remettant en cause le droit à mutation ;
- Pas une seule suppression d'emploi n'est acceptable, recrutement par concours de fonctionnaires pour la réalisation des missions mises à mal ou abandonnées ;
- Arrêt immédiat des restructurations et fusions de services démantelant notre administration ;
- Abandon de l'ensemble des mesures de CAP 2022 (embauches hors statut, suppression massives d'emplois, mobilité forcée, « primes » de départ...) ;
- Aucune privatisation, ni externalisation ;
- Non au salaire au mérite, non au RIFSEEP ;
- Non au PAS qui privatise le recouvrement de l'impôt sur le revenu, menace l'existence des SIP et prépare la fusion CSG/IR, la fin du quotient familial et de la progressivité de l'impôt.

18 – Cher

Le 24 avril, les sections syndicales Solidaires, CGT, FO appelaient les agents de la DDFiP à une **journée départementale de grève dans le Cher**. Sur Vierzon et Bourges, des diffusions au public se sont tenues.



A Vierzon les cheminots ont rejoint les collègues devant le centre des finances publiques.

A Bourges, après 1h30 de diffusion aux usagers devant le site de Bourges Condé, les agents grévistes ont rejoint cheminots, hospitaliers, agents EDF devant la permanence d'un député du Cher, **M. Cormier-Bouligeon, par ailleurs ancien chef de cabinet adjoint du ministre de l'Économie Emmanuel Macron**.

Il a reçu une **délégation** auprès de laquelle il a **justifié les réductions d'emploi ; d'après lui, la**

mobilité entre les 3 fonctions publiques sera un moyen de lisser les emplois, d'ajuster les moyens. L'agressivité de ses propos contraste avec le soutien des personnes rencontrées dans les différentes diffusions au tract au public.

Concernant les finances publiques, la délégation a demandé au député qu'il fasse connaître sa position par rapport à la suppression envisagée des trésoreries de Dun-sur-Auron et Mehun-sur-Yèvre.

Pendant ce temps la diffusion continuait auprès des usagers à proximité. **L'accueil des usagers étaient très positifs, saluant notre combat pour la défense des services publics et beaucoup se déclarant excédés du tout internet.**

L'intersyndicale de la DDFiP 18 a été interviewée par France Bleu. A cette occasion, les camarades sont intervenus contre CAP 2022 et en défense des trésoreries menacées de fermeture. *« Autant les cheminots défendent les petites lignes, autant nous nous battons contre la fermeture des trésoreries »* a expliqué la secrétaire de la section Finances Publiques du Cher.

14 – Calvados

Le lundi **23 avril**, le CDFiP de Caen route de la Délivrande était **fermé au public**. Une **trentaine d'agents grévistes**, mobilisées avec leurs organisations syndicales CGT et Solidaires, était rassemblée devant le bâtiment.



35 – Ille-et-Vilaine

L'Assemblée Générale réunie à Rennes le 17 avril 2018 a décidé un processus d'action pour la DRFiP 35 du 19 avril au 22 mai appuyé sur les décisions de l'intersyndicale nationale DGFIP.

Comme première étape de l'action, l'AG a voté l'appel à la grève et à la manifestation interprofessionnelle du 19 avril. Cet appel a été repris dans l'unité par les sections CGT, Solidaires et FO.

Les 4 premières organisations syndicales (CGT, Solidaires, CFDT et FO) appellent à présent à une assemblée générale le jeudi 26 avril à 11h30 devant l'accueil Magenta pour préparer la grève du 3 mai « journée morte à la DGFIP ».

44 – Loire-Atlantique

Suite à la journée d'action du 22 mars 2018, une quarantaine d'agents se sont réunis en Assemblée Générale sur le site de la cité administrative Cambronne en présence de l'intersyndicale DRFiP 44 Solidaires, CGT, FO et CFDT.

Ensemble, et en attendant de nouvelles actions nationales, les agents et les organisations syndicales de la DRFiP 44 ont acté de la nécessité :

- **de continuer à informer** l'ensemble des agents sur les enjeux de la mission CAP 22 et ses conséquences concrètes sur les missions et les emplois à la DGFIP ;
- **de lancer une campagne d'information** envers les usagers, la presse ;
- **d'organiser et de multiplier** les modalités d'action en fonction du calendrier et des spécificités de chaque service (ex : campagne IR, action sur les mails, le téléphone...) et/ou sur des sites particuliers ;
- **de réfléchir à des modalités de grève** différentes (modalités SNCF, grève « tournantes » service après service, avec soutien financier...).

L'intersyndicale des Finances Publiques de Loire-Atlantique a communiqué un **calendrier d'actions unitaires et collectives** du 12 avril au 22 mai avec assemblées générales, conférences de presse, distribution des tracts aux usagers, interpellation d'élus locaux, action « téléphone », participation à la grève fonction publique du 22 mai et grève le **15 mai à la DRFiP 44**.



Dès 7h30 le matin du 24 avril, les personnels se sont mobilisés sur le site de Cambronne à Nantes pour distribuer le tract d'appel au rassemblement du midi et distribuer en même temps un tract au public.

A 11h30, l'intersyndicale DRFiP 44 avait convié la presse locale pour une **conférence de presse**

autour de l'actualité de la DGFIP. Trois rédactions se sont présentées (Ouest France, Radio France Bleue et Presse Océan) et l'intersyndical a dressé le tableau des attaques en cours contre nos missions et les nouvelles coupes dans l'emploi. Un développement sur le Prélèvement à La Source a été fait.

A midi, entre 100 et 120 collègues du site ont rejoint le rassemblement devant l'entrée pour une AG, le calendrier en cours a été rappelé et la mobilisation est lancée pour une journée DGFIP morte le 03 mai.

69 – Rhône



Le **19 avril** à midi a eu lieu le premier **rassemblement** devant la Cité administrative d'Etat durant la pause méridienne.

Au total, une centaine d'agents se sont mobilisés. Les usagers ont été invités à signer la pétition, et des prises de parole ont été faites par l'intersyndicale locale.

Un journaliste du progrès était présent, il a pu interviewer les secrétaires de la CGT et de Solidaires.

Cette action aura également lieu la semaine prochaine à l'Hôtel des Finances.

06 – Alpes-Maritimes

Suite à la journée de mobilisation de la Fonction publique du 22 mars, dans laquelle ils se sont fortement investis, les agents des Alpes-Maritimes ont montré leur détermination le 5 avril.

A Antibes, le matin, les agents ont informé le public et fait signer une pétition, la presse s'est déplacée.

A Nice Cadéï, des collègues se sont rassemblés à 10h30 sur la terrasse pour apporter leur soutien à la délégation intersyndicale FO, Solidaires, CGT et CFDT reçue par le directeur départemental.

Elle lui ont donné lecture d'une motion dans laquelle les agents demandent de stopper toutes

les fusions et restructurations locales et de faire remonter auprès de la Direction Générale, à Bercy et auprès du Ministère, leurs revendications :

- Le retrait immédiat des projets de la mission CAP 2022, avec son cortège de suppressions d'emplois, d'abandons de missions et de privatisations, dont l'application signerait l'arrêt de mort du service public républicain et du Statut de la Fonction publique qui en garantit l'exercice.
- Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et l'augmentation du pouvoir d'achat. Le salaire «au mérite» ne peut être la solution.
- L'abrogation du jour de carence ;
- Des créations d'emplois statutaires indispensables au bon fonctionnement du service public ;
- Un plan de titularisation et des mesures fortes contre la précarité ;
- L'amélioration des conditions de travail ;
- Maintien du Statut général et des statuts particuliers, non aux nouvelles règles DG en matière de mutation, défense de la promotion interne ;
- Oui à une fiscalité locale plus juste, non à la suppression de la TH qui met en danger les finances des collectivités locales et les services publics locaux ;
- Non à la création d'agences comptables dans les collectivités locales dites importantes ;
- Maintien de la séparation ordonnateur / comptable ;
- Non à la fusion des SPF, des SIP et des SIE, défense des missions du contrôle fiscal.



Le CHSCT du mardi 10 avril a été boycotté et une motion intersyndicale a été lue. Le même jour, sur le site d'Antibes, comme décidé lors de l'AG du lundi 9 avril, des agents du centre ont dépointé à 11h30. Malgré la météo, ils ont fait signer la pétition locale au public.

Le 23 avril, sur Nice Cadéï, les agents ont effectué une distribution de tracts et fait signer la pétition aux usagers. L'action a été couverte par France 3, France Bleu Azur et Nice Matin. Une nouvelle AG s'est tenue le 26 avril pour décider des suites sur le site.

66 – Pyrénées-Orientales

Suite à L'assemblée générale du 9 avril à Perpignan qui a bloqué l'accueil toute l'après-midi en intersyndicale et en présence de cheminots, **vote des personnels pour la grève et le blocage du Centre des Finances Publiques de Perpignan 3 semaines pendant la campagne impôt sur le revenu.**

L'AG dans le hall de 13H15 à 15H15 sur le site du 24 avenue Côte Vermeille a réuni 140 agents. Les grilles n'ont donc pu s'ouvrir jusqu'à la fin de l'AG.

Pour le mois de mai, **l'AG a voté la grève et le blocage de la Côte Vermeille pendant la campagne IR sur 3 semaines.** Chaque agent devrait participer à hauteur de 3 jours de grève sur la base d'un calendrier élaboré par les sections syndicales. **L'AG appelle tous les collègues des autres départements à les rejoindre dans l'action dans la durée !**

L'intersyndicale locale Solidaires, CGT et FO a mis en place un calendrier d'action avec deux jours de départementale les 3 et 7 mai et trois jours de grève tournante les 14, 15 et 17 mai.

29 - Finistère

Les organisations CGT, FO, Solidaires et CFDT de la DGFIP du Finistère appellent à suivre l'appel national à la **grève jeudi 3 mai**, avec un rassemblement à la direction, à Quimper, à 10h30, et à **poursuivre le mouvement** au-delà de cette date, par une semaine d'actions unitaires. Sont prévues :

- **le lundi 14 mai, grève à Brest ;**
- **mardi 15, grève à Quimper ;**
- **jeudi 17 mai, grève à Châteaulin ;**
- **vendredi 18, action au CFP de Morlaix ;**
- **lundi 22, grève nationale de la fonction publique.**

83 – Var

Les organisations syndicales SOLIDAIRES, FO, CGT, CFDT et CFTC ont consulté les agents des plus gros sites du Var entre le 12 et le 20 avril 2018 à l'occasion d'une nouvelle tournée d'HMI. Dans ces réunions, une volonté de donner une suite au 22 mars s'est clairement exprimée. Ainsi, et pour répondre à l'appel des Organisations Syndicales Nationales à amplifier le rapport de force, elle propose aux agents de s'inscrire dans un mouvement dans la durée à compter du 3 mai, avec :

- Mise en place de **grèves tournantes avec occupation des accueils des SIP**, distribution de tracts aux usagers et visibilité médiatique ;

- Adresse aux élus sur la restructuration de notre réseau et le plan présenté par le DDFIP jusqu'en 2022 ;
- Mise en place de la solidarité financière afin de poursuivre le mouvement dans la durée.

Un calendrier d'actions sur les sites est fixé du 3 au 22 mai inclus :

- **3 mai** : accueils de Toulon Cité et Brignolles avec organisation d'une conférence de presse ;
- **15 mai** : accueils de Draguignan Jacques Brel et St-Tropez ;
- **17 mai** : accueils de Fréjus et Hyères ;
- **22 mai** : accueils de La Seyne et Toulon Cité.

Les sections varoises SOLIDAIRES, FO, CGT, CFDT et CFTC du Var appellent les agents à :

- **participer aux initiatives** qui se dérouleront sur leur site ou à rejoindre les accueils des SIP pour les agents en poste sur les autres sites de la résidence ;
- **participer aux manifestations** du 22 mai, journée de grève Fonction Publique ;
- **débattre en AG** de la poursuite et de l'amplification du mouvement.

82 – Tarn et Garonne

L'intersyndicale départementale Solidaires, FO, CGT et CFDT a décidé de proposer aux personnels le **blocage total de centres des Finances Publiques du 7 mai au 18 mai** pendant le pic de réception de la campagne "impôt sur le revenu". Il s'agit de médiatiser les attaques qui sont portées contre notre administration en vue de sa destruction. Si cela n'emporte pas l'adhésion de plus de 50% des personnels, l'intersyndicale propose la grève des SIP financée par l'ensemble des agents du département. Ces propositions seront mises en débat lors de deux tournées de service les 20 et 25 avril.

Une conférence de presse avec la Dépêche du Midi s'est tenue le 17 avril.

34 – Hérault

La section CGT Finances Publiques a pris part à la **manifestation qui s'est tenue le 3 avril à 14h à la Gare de Montpellier** contre la régression sociale et pour la justice contre les agressions fascistes. La manifestation a rassemblé environ 2 000 personnes dans les rues de Montpellier. Les étudiants, mobilisés contre la loi Vidal, se sont joints au rassemblement devant la gare, bloquant ainsi l'accès aux voies de tram.

Une assemblée générale à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO des personnels de Montpellier s'est tenue le jeudi 12 avril 2018 sur la plage variable de 7h30 à 9h. **Un CTL était prévu ce jour là qui a été envahi par**

les collègues. En réponse à la déclaration intersyndicale, le directeur a tenu des propos conformes à ceux du Président de la République le même jour à 13H. A savoir : les inquiétudes des agents sont légitimes quant au devenir de leurs missions...

L'Assemblée générale a voté à l'unanimité le blocage de sites stratégiques pendant la campagne IR les 14, 15 et 17 mai. Ces jours-là, des tracts seront distribués aux collègues de 7H à 8H30, puis au public à compter de 8H30.

59 – Nord

Les sections CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques ont appelé les agents à se réunir en assemblées générales (posées en HTII) pour débattre et décider de l'action suite au 22 mars. Pour l'intersyndicale, il faut continuer à maintenir la pression pour obtenir satisfaction à nos revendications.

Les assemblées générales qui se sont tenues sur toutes les RAN du Nord ont voté quasi-unanimentement la grève le 30 avril dans le département. Rendez-vous est donné le 30 avril à 8h00 pour un rassemblement devant la cité administrative de Lille.

11 – Aude

Suite à l'intersyndicale départementale CGT, Solidaires et FO, voici le calendrier d'actions :

- Lundi 30 avril : AG/HMI Carcassonne Cité 9h30, Pierre Sémar 11h, Limoux 14h30, Narbonne 10h.
- Mardi 1^{er} mai : rassemblement 10h30 Place Carnot à Carcassonne.
- Mercredi matin 02 mai : AG/HMI CDC à 10h et 11h.
- Jeudi 03 mai : DGFIP morte (grève et rassemblements).
- Lundi 07 mai : journée DDFIP morte... et donc semaine morte !
- Mardi 22 mai : Fonction publique morte.

27 – Eure

L'intersyndicale de l'Eure, Solidaires, FO et CGT a organisé deux Assemblées Générales. Elles se sont tenues à Bernay le 13 avril et à Evreux Politzer le 19 avril.

L'AG de Bernay a décidé la grève et la fermeture du SIP le 15.

L'AG de Politzer qui réunissait 27% de l'effectif du site a décidé dans la ligne proposée par l'intersyndicale DGFIP d'être **en grève le 3 mai** pour les agents qui ne seront pas en congé, l'objectif étant de fermer le site. Il y aura tractage,

pétition, presse etc... **puis grève le 15 mai** pour ceux qui seront en congé le 3 mai et ceux qui voudront poursuivre la mobilisation.

L'intersyndicale départementale relaie donc dans un tract commun son calendrier d'action avec les **deux journées de grèves des 3 et 15 mai.**

75 – Paris

Le 23 mars au matin, plus de 300 agents se sont réunis en Assemblées Générales sur 18 sites parisiens. Les discussions ont démontré la détermination des collègues à poursuivre la mobilisation pour faire plier le gouvernement.

A la suite d'Assemblées Générales qui avaient réuni plus de 300 agents, les sections CGT, Solidaires et FO Finances Publiques Paris, ont appelé à la **grève le 3 avril**, jour du CTL sur les restructurations à Paris en 2019 et début de la grève reconductible des cheminots.

Lors de l'assemblée générale parisienne du 3 avril, les agents ont adopté un appel adressé à tous les agents de la DGFIP. L'appel, soutenu par l'intersyndicale, se conclut de la manière suivante :

« Nous nous adressons à tou.te.s nos collègues. Pour faire connaître notre lutte nous avons décidé de nous rendre en manifestation de la rue Réaumur à République pour nous adresser aux usagers. Dans les prochains jours doit s'ouvrir la campagne IR avec nécessairement une certaine médiatisation.

C'est le moment ! Réunissez-vous en assemblée générale avec vos sections syndicales.

C'est le moment ! Décidons, décidez la grève sur vos sites, dans vos départements, dans vos directions.

C'est le moment ! Nous sommes le service public qui ne veut pas crever.

C'est le moment ! Tou.te.s ensemble dans l'unité !

Nous finirons ainsi par nous faire entendre. C'est le moment ! »



Depuis, les AG se tiennent régulièrement sur les sites parisiens.

L'AG du site d'Uzès a reconduit la grève du 10, 11, 12 et 16 avril avec piquet de grève. Les 11, 12 et 16 avril, les agents de Michel Le Comte ont fait de même.

A Paganini, les agents, conformément à la décision de leur AG étaient en grève le 16 avril. Les AG de Tolbiac l'étaient le 17 avril.

Les sections syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP appellent tous les collègues de la DRFiP à la **grève le 3 mai et à se rassembler à Réaumur à 10 heures pour une AG départementale.**

Dans leur tract unitaire, elles revendiquent :

- l'abandon des projets destructeurs annoncés par CAP22 ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois et le comblement des postes vacants ;
- l'arrêt des restructurations – fusions - réorganisations ;
- la défense du Statut Général et des statuts particuliers ;
- le retrait des nouvelles règles de mutation ;
- l'augmentation de nos salaires ;
- l'abrogation du jour de carence.

65 – Hautes-Pyrénées

Vendredi 13 avril, les agents des finances publiques du département ont répondu présents et se sont mobilisés avec les cheminots et les agents des EHPAD, conformément aux votes des assemblées générales du département.



71 agents étaient en grève, soit 25 % au moins de l'effectif devant être présent (chiffre estimé compte tenu de l'absence de calcul par la direction).

Les trésoreries de Trie sur Baise, Lannemezan hospitalière, Lannemezan ville, Vielle Aure, d'Arreau, Lourdes, le SIP de Lannemezan, et le SIP-SIE de Lourdes étaient **fermés au public.**

Le centre des finances de Tarbes a été **bloqué** durant la matinée, tout comme l'était le centre des finances de Foix.

Une manifestation a réuni 400 personnes du centre des finances de Tarbes à l'EHPAD de l'Ayguerote.

L'après-midi, le député LREM Jean Bernard Sempastous a été interpellé par les cheminots en grève ainsi que les secrétaires CGT et Solidaires des Finances Publiques.

Pendant plus d'une heure, les représentants des cheminots ont argumenté, démonté la manipulation gouvernementale sur le projet ferroviaire et demandé au député d'entendre la voix des agents de la SNCF et leurs propositions pour améliorer le service public ferroviaire dans le département et à l'échelle du pays.

Le constat de cet échange : un élu du peuple peu au fait de la question et, au regard des propos présidentiels de la veille et la nécessité impérieuse de poursuivre la mobilisation.

La convergence des luttes est plus que jamais nécessaire.

Les organisations syndicales ont rencontré à nouveau le député LREM et ont pris des contacts avec l'ensemble des élus nationaux ainsi que le président du conseil départemental afin d'évoquer avec eux l'avenir des missions et des structures départementales et leur demander d'agir par tous les moyens à leur niveau pour sauvegarder le service public de proximité.

La tenue d'AG se poursuit dans le département et l'action de grèves avec piquets sur plusieurs sites du département après la grève du 3 mai est en débat.

09 – Ariège

30 collègues étaient présents à l'HMI de Foix le 10 avril. Ils ont décidé un appel à **la grève le 13 avril** avec piquet de grève et distribution de tracts aux usagers.

Le Centre des Finances Publiques est resté fermé vendredi 13 avril alors que des agents distribuaient un tract au public devant le centre. Ils se sont ensuite rendus au marché pour poursuivre leur diffusion.

La Dépêche du midi a rendu compte de leur action.

Depuis, le directeur départemental a rendu public le projet d'ASR départemental. La CGT Finances Publiques a informé les agents du contenu. L'intersyndicale CGT, Solidaires et FO de la DDFiP 09 reprend l'appel national à **la grève DGFIP du 3 mai** et appelle à un **rassemblement devant la direction à 9h.**

94 – Val-de-Marne

Le 29 mars à 12H30, une soixantaine d'agents se sont réunis en assemblée générale à Créteil après que les sections CGT, FO et Solidaires aient boycotté le CTL. Les collègues ont souhaité donner des suites à la grève du 22 mars, se saisir de la campagne de l'impôt sur le revenu pour être efficaces et visibles et faire la jonction avec les autres secteurs en lutte pour la défense du service publics et des statuts (à commencer par les cheminots).

Après avoir débattu de différentes modalités de grève et d'action, ils se sont prononcés à l'unanimité moins 4 abstentions pour une journée de **grève le 13 avril** : au début de la campagne IR et sur une journée de la grève perlée des cheminots.

L'appel a été relayé par un tract commun des sections syndicales CGT, Solidaires et FO de la DDFIP 94. **Le 13 avril, la diffusion d'un tract unitaire au public a été organisé devant les sites du Val-de-Marne.**

Un courrier commun a été envoyé aux maires les alertant sur les projets du gouvernement sur la fiscalité locale, la remise en cause de la séparation ordonnateur/comptable, l'accueil, les fermetures de trésoreries et la mise en place programmée d'une trésorerie unique OPHLM pour l'ensemble du département.

974 – Réunion

Dans le prolongement de la grève du 22 mars, les organisations syndicales CGTR Finances publiques et Solidaires Finances publiques ont organisé des Assemblées Générales intersyndicales le 3 avril sur 6 sites pour définir avec les personnels les suites à donner pour continuer et amplifier la mobilisation. Ces AG ont rassemblé de nombreux collègues.

En concertation avec les agents, l'intersyndicale CGTR - Solidaires des Finances publiques de La Réunion a décidé d'engager une campagne de débrayage sur certains gros sites :

- 4 avril : SIP/SIE de Saint-Benoit ;
- 6 avril : SIP/SIE de Saint-Paul ;
- 03 mai : CFP de Champ-Fleuri ;
- 7 mai : CFP de Saint-Pierre ;
- 4 mai : CFP Lacaze.

Les débrayages se sont déroulés à partir de 7h00 et jusqu'à la fin de la plage variable. L'ouverture des sites au public a été différée et un tract distribué aux usagers. Une conférence de presse s'est tenue le matin du lundi 23 avril. D'autres actions suivront dans les semaines à venir.

95 – Val-d'Oise

Courant avril dernier, des AG réunissant des agents de la DDFIP du 95 se sont déroulées sur les CFIP de Cergy et d'Ermont. Les collègues présents décident alors ensemble d'une action de protestation : **commencer la campagne Impôt sur le Revenu le lundi 16 avril en pointant à 9h30 (début de la plage fixe) et en distribuant des tracts aux usagers** qui font la queue, dans le but de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de la DGFIP et de la DDFIP du Val d'Oise (suppressions d'emplois, restructurations, recul du service public...).

Le lundi 16 avril dès 8h45, une cinquantaine d'agents de Cergy et Ermont distribuait des tracts intersyndicaux aux usagers devant les CFIP. Cette diffusion de tract au public s'est très bien passée, les contribuables venus demander des renseignements comprenant tout à fait les revendications et souvent les soutenant. L'accueil du public n'a pas pu ouvrir à 8h45 car la consigne décidée en AG de ne badger qu'à 9h30 a été bien suivie par les personnels.

Quelques jours plus tard, la DDFIP du Val d'Oise menaçait par un mail les collègues des accueils de leur retirer un jour de grève (1/30 de leur paye) s'ils ne pointaient qu'à 9h30, se basant sur la nécessité des services d'accueil du public qui sont censés ouvrir à 8h45.

Par cette tentative d'intimidation, la direction du Val-d'Oise foule au pied les revendications des personnels et leur mécontentement, exprimé depuis des mois. Pour elle, c'est bosse et tais-toi ! Plus encore, elle répond aux demandes des personnels par une attaque qui consisterait à les priver d'un jour de salaire alors qu'ils ont fait leurs heures de travail à partir de 9h30.

Les occasions ne vont pas manquer d'exprimer la colère des agents, à commencer par l'appel intersyndical à la **grève nationale du 3 mai relayé dans le département par la CGT, Solidaires et FO avec rassemblement devant la direction à Cergy.**

31 – Haute Garonne



Une première initiative de distribution d'un tract à destination du public s'est tenue le jeudi 5 avril à 11h30 sur tous les sites de Haute Garonne.

Le même jour, les collègues du Mirail sont allés à la rencontre des collègues d'autres administrations et entreprises du bassin de vie du Mirail avec une conférence de presse devant le centre des finances publiques.

A Saint-Gaudens, plus de 1000 signatures de pétitions pour le maintien du service public dans le Comminges ont été récoltées par les collègues. Ils se sont également déployés pour solliciter un maximum d'élus afin de leur demander de prendre des délibérations dans les conseils municipaux. Là aussi, ils ont rencontré les collègues des autres secteurs, notamment de la Poste.

Quatre sites (Colomiers, Cité administrative de Toulouse, Mirail, Saint-Gaudens) ont décidé en assemblée générale d'être en grève le 3 mai, suite à l'appel unitaire pour un plan d'action local. L'appel national à la grève le même jour étant intervenu après, le 3 mai sera donc une **journée de grève locale et nationale** en Haute-Garonne à l'appel de la CGT, Solidaires et de la CFDT.

Le **3 mai**, l'intersyndicale appelle les agents à :

- se rassembler sur tous les sites à 8h15 ;
- se réunir en AG des grévistes des Finances Publiques à la Cité Administrative pour discuter du plan d'action départemental à construire en mai ;
- un rassemblement des secteurs dans l'action (Finances Publiques, SNCF, Éducation, Hôpitaux...) sur le parvis de la Cité à 12h.

02 – Aisne



Mardi 27 mars était convoquée la première réunion institutionnelle de l'année : le CHS-CT. L'intersyndicale locale CGT, FO et Solidaires a décidé de boycotter la réunion de cette instance menacée de disparition, à l'instar de ce qui a été fait dans le privé suite à la loi "Travail".

Forts du succès de la grève et des manifestations du 22 mars, les sections

syndicales ont, en substitution, convoqué une **conférence de presse** dans la cour de la DDFiP pour alerter sur l'entreprise de destruction à laquelle sont confrontées la DGFIP en général et la DDFiP 02 en particulier. France 3 Picardie et L'Union, quotidien régional, ont interviewé les représentants syndicaux.

Les élus et militants de l'intersyndicale de l'Aisne (CGT, FO, Solidaires) sont allés à la rencontre des agents du département du mardi 10 au vendredi 13 avril pour décider ensemble du prolongement de la grève Fonction Publique du 22 mars et des modalités d'actions pour inscrire le mouvement à la DDFIP 02 dans la durée.

Conformément à la volonté des agents, **le CTL du 17 avril a été envahi par 82 collègues, soit 15% des effectifs**. Cette action massive a été effectuée par les agents sur leurs jours de congés. Elle s'est faite avec le soutien de la CGT, FO, Solidaires et l'UNSA.

Un RDV est pris avec le président du conseil général et un planning d'actions et d'informations des usagers est établi pour les jours à venir.

19 – Corrèze

En intersyndicale, une manifestation de solidarité à l'égard des collègues du SPF de Brive, en passe d'être phagocyté par celui de Tulle, est venue interrompre la grand messe de N°1 lors de l'annonce du saccage du service le 27 mars.

C'est une quarantaine d'agents du CFIP de Brive qui ont alors subitement investi la réunion pour soutenir leurs collègues, faire entendre les inquiétudes brûlantes soulevées par toutes les mesures d'austérité qui portent atteinte au service public et rappeler la détermination des agents, fortement mobilisés lors de la grève du 22 mars. « Vous accélérez la casse du service public » : dégradation des conditions de travail, avenir hypothétique des agents, pas de visibilité avant les mutations, inquiétude pour les contribuables et la gratuité des services, etc.

La réunion s'est clôturée sur la promesse de nouvelles rencontres de « préparation » avec N°1, alors qu'aucune question cruciale n'avait trouvé de réponse satisfaisante. Les agents n'entendent pas en rester là !

76 – Seine-Maritime

La section CGT Finances Publiques a pris part au **rassemblement revendicatif du mardi 3 avril** à l'hôtel de ville de Sotteville-les-Rouen appelé par les Unions Départementales CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES de Seine Maritime pour œuvrer à la convergence de l'ensemble des luttes en cours.

Le 13 avril, l'intersyndicale CGT, SUD, UNSA,

CFDT et FO a appelé à un **rassemblement citoyen pour la défense du service public**. Ce rassemblement a réuni un millier de personnes partis du cours Clemenceau vers la gare de Rouen.

Suite à l'intersyndicale départementale CGT, Solidaires et FO, voici le calendrier d'actions :

- **26 avril** : HMI infra-départementale à Rouen et rassemblement avec distribution de tracts au public devant Jean Moulin ;
- **3 mai** : grève nationale « DGFIP morte » ;
- **14 mai** : travail sur les seuls horaires d'ouverture du 14 au 17 mai) à Dieppe, rassemblement avec banderole et distribution de tracts au public (Presse invitée) à Elbeuf, Rassemblement avec banderole et distribution de tracts au public (Presse invitée) à Yvetot ;
- **15 mai** : HMI infra-départementale à Rouen et rassemblement avec distribution de tracts au public devant Jean Moulin
- **16 mai** : travail sur les seuls horaires d'ouverture et HMI à Dieppe, HMI à Eu
- **17 mai** : distribution de tracts au public à Bolbec, rassemblement avec banderole et distribution de tracts au public (Presse invitée) à Elbeuf, HMI infra-départementale au Havre
- **18 mai** : HMI à Fécamp ;
- **22 mai** : grève fonction publique.

30 – Gard

Une **distribution intersyndicale de tracts aux usagers** s'est tenue le **13 avril**.

Des Assemblées Générales sont en cours pour aller à la rencontre des personnels et leur proposer d'entrer dans l'action autour de la campagne IR.

56 – Morbihan

Le jeudi 12 avril, les élus CGT, Solidaires et FO ont boycotté la première convocation du CTL. L'intersyndicale des finances publiques du Morbihan s'est rassemblée jeudi 12 avril, devant la cité administrative à Vannes, pour distribuer des tracts aux usagers et tenir une conférence de presse.

Les militants ont dénoncé auprès du *Télégramme* et de *Ouest France* les mesures du gouvernement notamment le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, qui va s'appliquer dès janvier 2019. Il s'agit d'alerter sur **l'abandon d'un certain nombre de nos missions de service public et les restructurations en cours et les 259 postes supprimés dans le département**.

Des HMI/AG dans le département sont programmées.

92 – Hauts-de-Seine

L'intersyndicale CGT, Solidaires et FO de la DDFIP 92 organise des réunions d'agents sur tous les sites. Dans un tract commun, les organisations syndicales appellent les agents à se réunir pour établir partout leurs revendications.

Une réunion départementale se tiendra le 2 mai à 14 heures au centre administratif départementale à Nanterre.

Les agents sont invités à désigner des délégués de services.

Dans le tract intersyndical, les sections CGT, Solidaires et FO revendiquent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois, et le pourvoi des postes vacants ;
- l'arrêt des restructurations, les fusions et fermetures de sites et de services ;
- le maintien de toutes les missions, l'abandon du prélèvement à la source et le respect de la séparation ordonnateur-comptable ;
- la défense de la promotion interne ;
- le maintien du statut général et de nos statuts particuliers et non aux nouvelles règles DG en matière de mutations ;
- le retrait des projets destructeurs Action Publique 2022.

DIRCOFI Sud Pyrénées

Une Assemblée Générale des personnels est convoquée le jour de la grève « DGFIP morte » jeudi 3 mai pour débattre de l'entrée des agents de la DIRCOFI dans l'action.

46 – Lot

L'ensemble des commissions exécutives des organisations syndicales Finances Publiques du département (CGT, FO, Solidaires) se sont réunies et ont unanimement décidé de la suite à donner.

Pour défendre nos missions, notre statut, nos emplois, pour la survie de la DGFIP et de ses services, les sections appellent à un mouvement de **grève le 17 mai 2018**, dernier jour de dépôt des déclarations de revenus papier.

Ils appellent également à un rassemblement massif devant le Centre des Finances Publiques de Figeac à partir de 8h. Ce sera l'occasion d'un temps fort et médiatique, qui permettra d'alerter les usagers sur les dangers qui pèsent sur la DGFIP et des conséquences que cela va engendrer pour chacun d'eux.

57 – Moselle

A la suite du 22 mars, il a été décidé par l'ensemble de l'intersyndicale (CGT, FO,

Solidaires, CFDT, UNSA, CFTC) de boycotter le dialogue social, en berne dans le département, à savoir le CTL et les groupes de travail DUERP et PAP.

Le 17 avril, s'est tenue une HMI sur le site de la rue des Clercs à Metz, où une soixantaine d'agents étaient présents.

Il a été décidé d'actions collectives lors de la période de la campagne déclarative, de la distribution d'un tract intersyndical auprès des usagers et de s'inscrire dans les grèves du 3 mai et du 22 mai.

45 – Loiret

Le 4 avril, s'est tenue une HMI à Orléans Coligny de 14h à 15h, la première réunion d'agents après la mobilisation du 22 mars animée par la CGT, FO et Solidaires.

Il a été décidé :

- de se joindre aux prochaines grèves nationales en avril ou en mai et d'organiser une nouvelle HMI intersyndicale d'ici une semaine à 10 jours suite au CTL du 9 avril ;
- d'organiser à tours de rôle des tractages vers les usagers pendant la campagne d'impôt sur le revenu ;
- de se concerter pour ne pointer qu'à partir de 9h30.

79 – Deux-Sèvres

Dans son journal de section, la CGT Finances Publiques 79 annonce qu'elle propose à toutes

les organisations syndicales la tenue d'HMI communes qui devront permettre le débat avec le personnel autour d'un objectif clair : profiter de la fenêtre médiatique de la campagne IR pour mobiliser dans la durée à partir des propositions suivantes soumises au débat collectif.

Dans sa publication, elle livre quelques exemples :

- blocage de certains services avec soutien financier ;
- grèves reconductibles et/ou tournantes ;
- travail et accueil du public sur les seules plages fixes...

Dans l'attente, la CGT Finances Publiques 79 a appelé les agents de la DGFIP à **participer au rassemblement des cheminots de Niort** devant la gare de Niort, le mercredi 4 Avril et à la grève interprofessionnelle du 19 avril.

DNEF

Le ministre Darmanin, en visite à la DVNI à l'occasion des annonces du projet gouvernemental de lutte contre la fraude fiscale, a été interpellé par des militants CGT de la DGE et de la DNEF au sujet des moyens insuffisants alloués à la lutte contre la fraude fiscale.

Le dossier de presse remis aux journalistes lui a été également remis et commenté en mains propres. Il ne pourra ainsi pas ignorer l'ampleur du mécontentement croissant.

Une HTII est prévue pour amplifier le mouvement à la DGFIP.

DANS LES AUTRES SECTEURS PROFESSIONNELS

A la SNCF

Le 3 avril a débuté le mouvement de grève perlée et les réunions des cheminots en assemblées générales décidées en intersyndicale (CGT – UNSA – CFTD – Sud Rail).

Par leur forte mobilisation, les cheminots ont réaffirmé leur volonté d'imposer l'ouverture de véritables négociations sur: la dette et le financement, la relance du Fret SNCF, le statut de l'entreprise, l'organisation de la production, la ré-internalisation des charges de travail, l'ouverture à la concurrence, les droits sociaux et les garanties sociales.

Alors que le Gouvernement franchit en force la première étape de son processus parlementaire, il confirme également sa volonté de privatisation et de casse sociale. L'incessibilité des actions de la future SNCF n'a pas été écrite dans la loi et les « garanties » offertes aux cheminots sont lacunaires. **Les cheminots ont donc raison de poursuivre leur mouvement.**

La mobilisation inscrite dans la durée et d'un haut niveau pèse chaque jour un peu plus sur le gouvernement. Après avoir opposé une fin de non-recevoir, vendredi 20 avril, aux organisations syndicales qui souhaitaient le rencontrer, **le Premier ministre est contraint de recevoir les organisations syndicales le 07 Mai.**

La porte des négociations est ouverte. **L'intersyndicale appelle à accentuer la pression par la mobilisation de tous les cheminots par la grève les 3 et 4 mai 2018. Des manifestations et rassemblements sont prévus dans tout le territoire le 3 mai.**

Enseignement supérieur

Après une **journée nationale d'action et de manifestation le mardi 10 avril**, marquée par l'amplification de la mobilisation dans les universités **et celle du 19 avril où lycéens et étudiants sont venus en nombre dans les manifestations, la mobilisation pour le retrait de la loi sur « l'Orientat**ion et la Réussite des Etudiants » s'amplifie.

Dans les établissements d'enseignement supérieur les AG se multiplient, les motions contre la loi ORE se comptent désormais par centaines et plus d'un tiers des universités sont mobilisées à des degrés divers avec des situations de blocage, partiel ou total.

Des évacuations coordonnées des universités

(Tolbiac, Lille, Strasbourg ...) se sont déroulées ces derniers jours : l'intersynfcale de l'enseignement CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL, SGL, ASES, SLU, FIDL et UNL met en garde le gouvernement et les présidents d'université contre la tentation de la répression, comme ce fut le cas à Nanterre ou à Tolbiac contre les étudiants ou dans les rues de Tours contre les lycéens.

L'intersyndicale réaffirme son soutien aux étudiants en lutte et aux lycéens qui sont légitimement inquiets pour leurs études supérieures et leur avenir. Elle appelle les collègues à amplifier les AG et les réunions d'informations dans les lycées et les établissements d'enseignement supérieur afin de définir des actions qui peuvent être aussi communes avec celles des étudiants et lycéens.

Afin d'obtenir le retrait de la loi ORE, des réformes du Bac et du lycée, l'intersyndicale appelle tous les collègues à participer massivement aux rassemblements et manifestations du 1er mai, et à participer aux mobilisations et aux grèves du 3 mai.

Air France

Les pilotes, personnels navigants et au sol se sont fortement mobilisés le 23 mars avec 56% des vols impactés. **L'intersyndicale FO, SNPNC, CGT, UNSA, SPAF, SNPL, Alter, Solidaires, CFTC et SNGAF avait appelé à la grève les vendredi 30 mars, 3, 7, les 10, 11, 17, 18, 23 et 24 avril.**

Le 13 avril, au cours d'une réunion où elle a tenté d'exclure une partie des représentants syndicaux, la direction a proposé de compenser uniquement de 2 % (1,6% en evril et 0,4% en octobre) les 6% d'inflation perdus depuis depuis 2012.

Elle a par ailleurs tenté d'hypothéquer la rémunération future des salariés par une négociation anticipée des NAO pour les années 2019-2021.

La direction a également refusé la proposition intersyndicale d'étalement sur 2018 des 6% d'augmentation revendiqués.

L'intersyndicale a donc maintenu sont calendrier de grève des salariés d'Air France et déposé de nouveaux préavis de **grève pour 3 et 4 mai et les 7 et 8 mai** après plusieurs rencontres infructueuses avec la direction.

Petite enfance

Depuis des années, la situation des ATSEM ne cesse de se dégrader ; en dépit des fortes mobilisations unitaires et nationales de ces professionnelles lors du Conseil Supérieur de la Fonction publique territoriale en décembre 2016 et février 2017, l'intersyndicale CGT, FA-FPT, FO, FSU, Sud Solidaires déplore aujourd'hui la timidité des « avancées » des décrets publiés début mars 2018 pour ce cadre d'emplois.

Alors que ces dernières s'attendaient à une prise en compte importante de leurs revendications, force est de constater que le gouvernement n'a rien cédé de significatif pour reconnaître les missions éducatives, favoriser un véritable déroulement de carrière et améliorer les conditions d'emplois des ATSEM.

Pour permettre aux agents de porter leurs revendications, l'intersyndicale CGT, FA-FPT, FO, FSU, Sud Solidaires appelle à la grève reconductible ATSEM sur toute la France selon le calendrier suivant :

- Semaine du 16 au 20 avril 2018 : Zone B en action (Aix-Marseille, Amiens, Caen, Lille, Nancy-Metz, Nantes, Nice...).
- Semaine du 23 au 27 avril 2018 : Zone A en action (Besançon, Bordeaux, Limoges, Lyon, Poitiers...).
- Semaine du 30 avril au 4 mai 2018 : Zones A et C en action (Paris, Montpellier, Toulouse...) en plus de la zone A.

Dans le cadre de cette mobilisation, des agents décideront de cesser le travail et se mobiliseront pour :

- La revalorisation des grilles indiciaires, l'augmentation du point d'indice et l'amélioration de la carrière ;
- L'amélioration des conditions d'emplois :
 - Un taux d'encadrement légiféré nationalement sur les temps périscolaires et de restauration scolaire
 - Une ATSEM à temps plein par classe, à minima
 - Une véritable effectivité du droit à la formation professionnelle tout au long de la carrière
 - Une réelle intégration dans l'équipe éducative
- La reconnaissance immédiate des missions éducatives des ATSEM sur le terrain, conformément au référentiel de compétences du CAP Petite Enfance ;
- Une véritable évolution professionnelle par un déroulement de carrière sur deux catégories (C et B) ;
- La reconnaissance de la pénibilité : inscription du cadre d'emploi des ATSEM en catégorie active avec une bonification d'ancienneté ;

- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- L'arrêt du processus de remise en cause des modalités d'organisation du temps de travail, le respect du cadre des 35h et des dispositifs négociés avant 2001 ;
- L'abrogation du jour de carence.

Une conférence de presse unitaire CGT, FA-FPT, FO, FSU et SUD s'est tenue le 18 avril 2018 pour annoncer le lancement de cette mobilisation.

Justice

L'intersyndicale CFDT, CGT, FNUJA, FO, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, Union syndicale des magistrats et UNSA a publié un tract commun dans lequel ils rendent compte de leurs décisions d'action :

- le 30 mars, première journée « Justice morte » partout en France : renvoi de toutes les audiences, rassemblements devant les juridictions, réunions publiques et invitations d'élus.

- à partir du 30 mars, fin de tous les petits compromis quotidiens avec la loi permettant de maintenir le navire à flot alors qu'il souffre d'une insuffisance criante et chronique de moyens humains, matériels et technologiques. Les salariés sont appelés à ne plus accepter les audiences sans greffier et à veiller à l'application du principe de la collégialité dans toute la mesure prévue par la loi, à respecter les durées maximales d'audience, l'amplitude maximale de durée de travail et le repos minimal prévus par les textes.

- le 11 avril, deuxième journée « Justice morte », avec un rassemblement national à Paris.

Plusieurs barreaux de France, parmi lesquels Meaux, Alençon, Douai, Boulogne-sur-Mer, Châlons-en-Champagne, Toulouse, etc. ont organisé des grèves perlées entre le 30 mars et le 11 avril. A Nice, les avocats ont reconduit la grève à partir du 5 avril et bloque la cour d'assises des Alpes-Maritimes.

Le 11 avril, plus de 7000 avocats, avec des magistrats et des fonctionnaires de justice ont défilé dans les rues de Paris contre le projet de réforme de la justice.

Cette mobilisation historique intervient après le recul du gouvernement sur quelques points annexes de son projet de loi de programmation de la justice. Mais la suppression des tribunaux d'instance, qui créerait des déserts judiciaires est maintenue.

Les avocats n'entendent donc pas en rester là. A la veille de la présentation des textes en Conseil

des ministres, l'intersyndicale affirme que sa détermination est plus forte que jamais. Elle exige que soit enfin organisée une réelle concertation sur la réforme de la justice avec toutes les organisations représentatives concernées, non pas pour se faire « expliquer » un texte qu'elles ont très bien compris, ni pour l'amender à la marge, mais pour revoir l'économie générale des deux projets de loi et aboutir effectivement à une justice plus accessible et plus efficace, et non à son démantèlement au bénéfice d'économies de bouts de chandelle.

Energie

La FNME-CGT (Fédération Nationale des Mines et de l'Energie) et ses syndicats ont décidé de l'organisation de **mobilisations et de grèves du 3 avril au 28 juin avec des temps forts interprofessionnels**, tel que le 19 avril, ainsi que les journées de convergences avec les cheminots et d'autres professions.

Ainsi, la FNME-CGT et ses syndicats demandent notamment la fin de la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz, la structuration de chaque filière énergétique, l'organisation d'un nouveau service public de l'électricité et du gaz qui réponde à l'intérêt général, ou encore la création d'un statut de l'énergéticien pour l'ensemble des salariés qui travaillent dans le secteur énergétique.

Dimanche 8 avril, jour de l'anniversaire de la loi de nationalisation d'EDF-GDF (8 avril 1946), les salariés de l'énergie de la région Rhône-Alpes ont participé, à une chaîne humaine sur le site du barrage hydraulique du SAUTET, dans l'Isère, pour s'opposer à la privatisation des barrages hydrauliques. 500 personnes dont des élus politiques locaux et nationaux étaient mobilisés.

Lundi 9 avril, journée de mobilisation contre la précarité énergétique en Ile-de-France. Ce sont 135 000 et 105 000 usagers de l'électricité qui ont été basculés en heures creuses dans les départements 94 et 91.

Les robins des Bois de l'Energie se sont présentés chez des familles pour rétablir l'électricité, coupée pour impayés.

Sur les sites de Noisy-le-Sec dans le 93 et Montereau-Fault-Yonne dans le 77, ce sont 80 et 90 tournées pour coupures de gaz et d'électricité qui ont été bloquées par des agents rassemblés tôt le matin.

Par ailleurs, la FNME-CGT a organisé une conférence de presse le 18 avril pour présenter son projet travaillé avec les salariés.

Le 19 avril, ce sont 5 240 MW cumulés que les grévistes ont retiré des réseaux dans 7 centrales nucléaires, à Cordemais et IP13 (usine d'incinération des déchets). Les énergéticiens ont participé massivement et de manière visible aux manifestations à l'appel de la CGT. Des rassemblements, distributions de tracts, filtrages à l'entrée des gares, des usines et lieux de travail ont eu lieu sur l'ensemble du territoire.

La reprise en main de l'outil de travail s'est concrétisée par des coupures de gaz, des passages en heures creuses, et des opérations sur des compteurs Linky comme, par exemple à Coudekerque ou à Besançon avec la présence de France 3. Des coupures ciblées en électricité, de radars et de gares SNCF comme à Caen, Le Creusot ou Périgueux ont également été effectuées. Dans le cadre de la convergence des luttes, l'outil de travail des cheminots a aussi été repris par les travailleurs en lutte qui ont envahi les voies des TGV empêchant toute circulation au Creusot et à Reims...

Avec une bonne couverture médiatique, l'action des énergéticiens a mis au goût du jour et dans la lumière leur revendication d'un service public de l'énergie et pour l'intérêt général

La FNME-CGT appelle à faire du 24 avril 2018, un nouveau temps fort de grèves et de mobilisations, avec initiatives et actions.

Santé et action sociale

La Fédération Santé et Action Sociale a proposé un **mois revendicatif du 3 Avril au 3 Mai 2018**, ponctué par une journée d'action et de mobilisation hebdomadaire calée sur les dates prévues par les cheminots.

Ces journées d'actions et de mobilisations, rythmées par l'agenda des cheminots, sont animées par des initiatives ciblées et thématiques adaptables en territoire (journées de grève, délégations locales, conférences de presse, débrayages, assemblées générales, dépôts de cahier revendicatif...) sans s'opposer aux actions locales.

Le calendrier du mois revendicatif est le suivant :

- Mardi 3 Avril : journée de mobilisation impulsée localement sur les revendications en territoire ;
- Lundi 9 Avril : Urgences et Protection de l'enfance ;
- Jeudi 19 Avril : journée de mobilisation interprofessionnelle, avec un appel de toute la fédération à la grève et aux manifestations ;
- Mardi 24 Avril : PSY, EHPAD et prise en charge à domicile, prise en charge du handicap ;
- Jeudi 3 Mai : Maternité, accueil des précaires et des migrants.

La Poste

Dans son communiqué d'appel à manifester le 1^{er} mai, la CGT FAPT, nous informe qu'à La Poste, depuis plusieurs mois, avec détermination, les luttes se poursuivent sur tout le territoire dans de nombreux services et en particulier à la distribution.

Dans toutes ces luttes, il est question de défendre le service public postal, de gagner l'amélioration des conditions de travail et de vie des postiers par de véritables créations d'emploi pérennes, mais aussi de percevoir un salaire décent permettant de vivre dignement de son travail.

A Villefranche de Rouergue dans l'Aveyron les facteurs avec la CGT, après 2 jours de grève obtiennent le remplacement des 3 vacances d'emplois, le passage en CDI du contrat pro et la création d'une tournée renfort pour soulager les positions surchargées.

Dans le Finistère Sud des acquis sans partir en grève ! Suite au dépôt d'un préavis de grève illimité sur l'ensemble de l'établissement de MORLAIX, les postiers obtiennent : la transformation d'un CDI intérim en poste CDI, la proposition à tous les agents en intérim ou en CDD long d'étudier leur situation, le gel de la sécabilité structurelle pendant au moins 12 semaines et qui ne pourra reprendre qu'après le

bilan à 3 mois, l'engagement ferme que la prime de 200€ de l'accord national sur les conditions de travail sera versée ce mois-ci.

Même situation à Vichy dans l'Allier : les salariés avec la CGT décide d'un dépôt de préavis de grève illimité à compter du 26 Avril, suite à la mise en place de la réorganisation supprimant 9 emplois. La négociation dans le cadre du préavis a abouti à la satisfaction de plusieurs points dont : 7 comblements de vacances d'emplois par des CDI, 7 CDI intérimaires, le suivi des heures supplémentaires à chaque fin de semaine. Dès le lendemain de la négociation la CGT a réuni le personnel et décide de lever le préavis.

A Noyon dans l'Oise sont obtenus 3 CDI, CDIisation pour tous les CDD, maintien d'une tournée.

Toutes ces luttes démontrent que le tous ensemble n'est pas qu'un slogan et que la lutte paye : l'alternative est possible.

A Rennes, à Arles, à Marseille, en Gironde, la mobilisation s'amplifie et s'intensifie. La direction de La Poste doit répondre aux justes revendications des postières et des postiers. Elle ne peut continuer à faire la sourde oreille en étant la complice d'un gouvernement qui impose des reculs sociaux sans précédent.